



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Place Jamaa El Fna - Marrakech

# QUINZAINÉ MAROCAINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE RABAT

N° 4 – du 15 au 28 mars 2021

## Zoom sur les créations d'entreprises au Maroc en 2020

Selon le baromètre des créations d'entreprises de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC), le nombre de créations d'entreprises a diminué de 11,7 % en 2020 (83 806 entreprises créées) par rapport à 2019.

Si les régions de Casablanca et Rabat ont été plus résilientes face à la crise du Covid-19 (repli des créations d'entreprises de 2,0 % et 2,8 %), celles de Tanger et de l'Oriental ont été particulièrement affectées (recul de 36,5 % et 31 %).

A noter qu'à fin septembre 2020, le nombre de créations d'entreprises avait baissé de 20,4 %, suggérant un redressement en fin d'année. Ce rattrapage partiel peut s'expliquer par la reprise de l'économie de façon générale, mais également par un effet

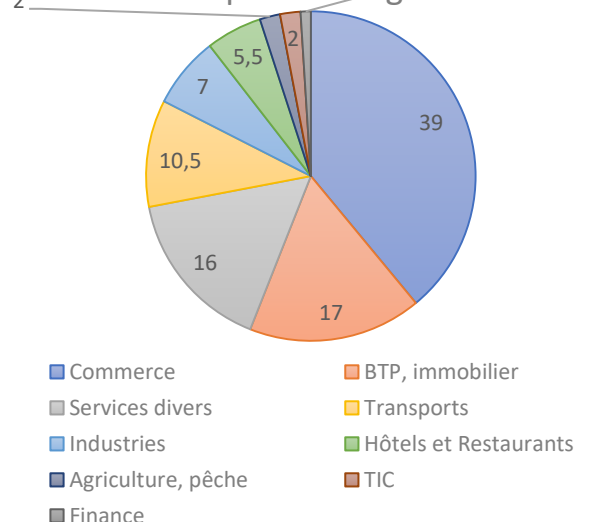
### LE CHIFFRE À RETENIR

-11,7 %

Recul du nombre de créations d'entreprises au Maroc en 2020 (OMPIC).

induit des licenciements (nécessité de fonder une entreprise, généralement dans un secteur à faible valeur ajoutée, pour garder une source de revenus).

Ventilation sectorielle des créations d'entreprises en 2020 en pourcentage



# Macroéconomie, commerce, finances

## Projections macroéconomiques de Bank Al Maghrib pour 2021

Le Conseil de la Banque centrale du Maroc s'est réuni mardi 23 septembre. Il y a été décidé de maintenir le taux directeur à 1,5 %. En outre, BAM fait les projections macroéconomiques suivantes :

- Croissance : +5,3 % en 2021 après -7 % en 2020, notamment en raison du fort rebond de la valeur ajoutée agricole (+17,6 %);
- Inflation : +0,9 % en 2021 après +0,7 % en 2020;
- Solde courant : accentuation du déficit à 4,5 % du PIB en 2021 après 1,8 % en 2020 ;
- Solde budgétaire : légère amélioration, le déficit passant de 7,6 % du PIB en 2020 à 7,2 % en 2021 ;
- Dette du Trésor : 79 % du PIB en 2021, après 77,4% en 2020.

## Perspectives de croissance pour l'Afrique du Nord en 2021 (Banque Africaine de Développement)

Selon le dernier rapport de la Banque Africaine de Développement intitulé « [Perspectives économiques en Afrique 2021](#) », l'économie marocaine, qui se serait contractée de 5,9 % du PIB en 2020, devrait rebondir à +4,5 % en 2021 puis 3,2 % en 2022. Lybie exclue, il s'agirait du plus fort rebond dans la zone Afrique du Nord (pour 2021, +2,0% escompté en Tunisie, +3,4 % en Algérie, + 3,0 % en Egypte).

## Impact de la crise sur les Marocains du Monde

Selon le dernier sondage commandé par le Groupe Banque Centrale Populaire et réalisé par l'institut de sondage français Ipsos dans 10 pays, 20 % des Marocains du Monde (MdM) déclarent que la crise a eu un impact important sur leur stabilité financière. Les Marocains résidant en Espagne, Italie et dans les pays du Moyen-Orient (forte présence dans l'hôtellerie) seraient les plus touchés. Cet impact « modéré » explique en partie la résilience des transferts de fonds de la diaspora (+5 % en 2020 par rapport à 2019). Il ressort également de ce sondage que 59% des MdM disposent d'une propriété au Maroc et que 45 % d'entre eux souhaitent y initier un projet d'investissement.

## Projet de Baromètre National de la Concurrence

L'ancien président du Conseil de la Concurrence, D. Guerraoui (nb : remplacé cette semaine par A. Rahhou, *cf infra*), a récemment souligné que le projet de Baromètre National de la Concurrence (BNC) est un chantier structurant majeur. Selon lui, le BNC « vise à étudier et suivre la dynamique de la concurrence dans les différents secteurs de l'économie nationale, et ce pour éclairer les décideurs publics et les acteurs des marchés (entreprises, consommateurs et territoires) sur l'efficacité des politiques publiques, la pertinence des dispositifs juridiques et la cohérence des procédures encadrant la concurrence dans notre pays ». Le BNC se basera ainsi sur des instruments de mesure macroéconomiques et microéconomiques.

## ALE Maroc-Turquie : le processus de ratification de l'avenant toujours en cours

L'avenant à l'ALE Maroc-Turquie conclu l'année passée entre les deux pays, qui instaure une liste



négalive de produits (notamment des secteurs du textile, de la métallurgie, de l'automobile etc.) sur lesquels les droits de douane seront rétablis à hauteur de 90 % du droit commun, a été adopté par la Chambre des représentants en février 2021. Côté Maroc, le texte doit encore être adopté par la Chambre des Conseillers. Côté Turquie, il ne semble pas encore avoir été introduit dans le processus législatif.

### Maroc-Israël : accord scellé entre les deux organisations patronales

La Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et *The Israeli Employers and Business Organizations (IEBO)* ont signé le 23 mars un accord de partenariat stratégique visant à créer des synergies entre les communautés d'affaires respectives dans des secteurs tels que le tourisme, l'agribusiness, ou l'innovation. Un Conseil d'Affaires bilatéral, chargé de promouvoir la coopération entre les deux secteurs privés, a également été mis en place.

### Présidence de la Cour des Comptes et du Conseil de la Concurrence : nouvelles nominations

Le Roi Mohammed VI a désigné Mme Zineb El Adaoui et M. Ahmed Rahhou respectivement aux fonctions de Première Présidente de la Cour des Comptes et Président du Conseil de la Concurrence, en remplacement de MM. Driss Jettou et Driss Guerraoui. Zineb El Adaoui a été auparavant wali de la région du Gharb puis du Souss-Massa, avant de devenir Inspecteur Général de l'Administration Territoriale. Ahmed Rahhou est l'ancien PDG de Lesieur Cristal puis de la banque CIH. Depuis juin 2019, il est ambassadeur du Maroc auprès de l'Union Européenne. A noter que la nomination d'Ahmed Rahhou intervient suite à la soumission au Roi du rapport de la commission *ad hoc* chargée de mener les investigations relatives aux décisions du Conseil de la concurrence dans le dossier de

la potentielle entente des distributeurs d'hydrocarbures sur les prix (juillet 2020).

## Industries, énergies, environnement, transports

### Energies renouvelables: Le Maroc lance un cluster dédié à l'hydrogène vert

Le Maroc a lancé, le 18 mars 2021, le cluster national de l'hydrogène vert appelé « *Green H2 Maroc* », spécialement dédié à la recherche appliquée, à l'innovation et à l'industrie. Ce cluster, premier du genre en Afrique, vise à mettre en place un écosystème de l'hydrogène vert compétitif et innovant pour faire du Maroc un *hub* régional dans la production et l'exportation de ses dérivés. Il sera notamment composé des autorités marocaines, d'industriels, d'universités et de centres de recherche, en particulier les plateformes technologiques incubées par l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) et l'Institut de recherche en énergie solaire et énergies renouvelables (IRESEN).

### Industrie : 3 000 visiteurs attendus à la 12e édition "virtuelle" du SISTEP

La Fédération des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (FIMME) organisera la 12ème édition du Salon international de Sous-traitance, d'approvisionnement et de partenariat (SISTEP) qui se tiendra en visioconférence du 18 au 20 mai 2021. Ce salon sera dédié aux professionnels du monde industriel et visera à identifier de nouveaux vecteurs de croissance pour le Royaume.

## Ferroviaire: Alstom Maroc signe un protocole avec l'ONCF

Alstom a signé un protocole avec l'Office national des chemins de fer (ONCF) par l'intermédiaire de sa co-entreprise MALOCO (Alstom – ONCF). Ainsi, Alstom Maroc devient officiellement responsable de la maintenance des locomotives électriques de nouvelle génération PRIMA M4. Ces locomotives viennent s'ajouter à celles déjà maintenues par la co-entreprise MALOCO et renforce ainsi Alstom dans son rôle de partenaire de l'ONCF. Ce protocole fait suite à un contrat remporté en 2018 par Alstom Maroc pour la fourniture de 30 locomotives PRIMA M4. Depuis, quinze de ces locomotives ont été livrées au Maroc, dont dix ont été mises en service commercial pour le transport de passagers et de fret.

## Services, tourisme, santé, innovation

### Services financiers: coopération entre les places de Casablanca et Hong-Kong

Casablanca Finance City Authority (CFCA) et le Financial Services Development Council (FSDC) de Hong-Kong ont annoncé la signature d'un partenariat visant à renforcer la collaboration entre les deux centres financiers. L'accord conclu établit les bases pour un échange de pratiques en matière de développement de l'industrie financière, et ambitionne de faciliter le partage d'expertise dans le cadre de l'éducation financière, de programmes de formation, d'échanges et de visites de délégations de haut niveau. Les signataires mèneront également des initiatives conjointes de promotion de leurs marchés respectifs.

## Tourisme: L'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) signe le retour d'Air France sur Tanger

La compagnie aérienne Air France renforce sa présence sur le Maroc à travers le lancement pour cet été d'une nouvelle liaison aérienne reliant les aéroports de Paris-Charles de Gaulle et de Tanger-Ibn Battouta. Ainsi, à partir du 03 juin, Air France connectera la capitale française à la ville du détroit à raison d'un maximum de 3 vols hebdomadaires, confirmant ainsi l'attractivité de la destination auprès des touristes français.

## Agriculture, agroalimentaire, engrais phosphatés

### Convention entre les ministères en charge de l'agriculture et de l'économie sociale portant sur la création de 18 000 «coopératives agricoles entrepreneuriales»

Cette convention visera à accélérer la création et le développement de 18 000 coopératives agricoles «nouvelle génération» (coopératives agricoles entrepreneuriales, unions de coopératives et groupement d'intérêt économique (GIE), dans le cadre du programme Génération Verte 2020-2030. Pour ce faire, 1100 conseillers agricoles, publics et privés, seront mobilisés. A noter que dans le cadre du Plan Maroc Vert, plus de 10 000 coopératives ont été créées entre 2015 et 2020, permettant d'aboutir aujourd'hui à un total cumulé de 25 700 coopératives agricoles.



## Aquaculture : la Food and Agriculture Organization (FAO) lance deux stations de démonstration à Sidi Ifni.

Fruit d'un partenariat entre le département de la pêche maritime, l'Agence Nationale pour le Développement de l'Aquaculture marocaine, la FAO, et les ambassades de Norvège et des Pays-Bas au Maroc, le projet de conception, du suivi de l'installation et de l'appui à l'exploitation d'une station de démonstration piscicole et d'une station mytilicole (élevage de moules) est lancé au large de la côte de Sidi Ifni (160km au Sud d'Agadir). Il servira de support à l'élaboration de programmes de formation aux métiers de l'aquaculture au profit des formateurs, des opérateurs du secteur aquacole et des futurs étudiants ou apprentis. La ferme piscicole comprendra des cages flottantes et des équipements de pisciculture annexes, pour une production annuelle minimale de 180 tonnes. La ferme mytilicole est conçue pour une production d'environ 50 tonnes de coquillages avec filière de captage de naissains de moules. Il n'existe à ce jour aucune expérience d'élevage de poisson en *offshore* dans l'Atlantique marocain.

## Bailleurs internationaux

### Visite du Vice-Président MENA de la Banque Mondiale au Maroc

M. Farid Belhaj, VP MENA de la Banque Mondiale, s'est notamment entretenu avec le Chef du gouvernement, S. El Otmani, et le Ministre de l'Economie et des Finances, M. Benchaâboun. Le Chef du gouvernement marocain s'est dit satisfait du niveau de coopération entre le Maroc et la Banque Mondiale. Le ministre de l'Economie et des Finances, pour sa part, a invité la Banque mondiale à soutenir les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre des grandes orientations royales: relance de l'économie portée par le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, réforme du secteur public, et généralisation de la couverture sociale. A noter que [dans une récente interview à Jeune Afrique](#), F. Belhaj, a estimé que la croissance du Maroc était en deçà de ses possibilités: « *Le Maroc d'aujourd'hui me fait un peu penser à la Tunisie de 2008 : des indicateurs positifs, mais aussi des fragilités. Vu la stabilité du pays et sa forte capacité à attirer les investissements, il devrait afficher un taux de croissance de 6 % à 7 %. Or celui-ci ne dépasse pas les 3 %, ce qui ne permet pas de créer assez d'emplois pour assurer un développement soutenable.* »

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Cécile Humbert-Bouvier  
Rédacteur : Arthur François

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.